



1 Introduction

Le Canada est un modèle de réussite économique à l'échelle mondiale, avec ses exportations de produits et de services représentant presque 40 % de son activité économique. Le fait d'avoir été exposé à la concurrence internationale a contribué à dynamiser l'économie canadienne, à stimuler l'innovation, à attirer l'investissement étranger et à créer des centaines de milliers d'emplois pour les Canadiens.

Participer au commerce mondial, c'est savoir tirer parti de nouveaux débouchés qui surgissent partout dans le monde pour les produits et les services à valeur ajoutée, l'agriculture, les ressources naturelles ainsi que l'industrie de fabrication. C'est aussi répondre à la demande croissante en matière de savoir, d'investissement, de technologie et de produits sur mesure, quel que soit l'endroit où elle se fait sentir.

Bien que les exportations soient florissantes, notre capacité d'exploiter pleinement les débouchés sur des marchés clés est souvent limitée par divers obstacles au commerce. Pour garantir aux commerçants, aux fournisseurs de services et aux investisseurs canadiens un accès sûr et prévisible aux marchés étrangers, le gouvernement du Canada poursuivra ses efforts en vue d'éliminer les obstacles au commerce sur les marchés clés, de renforcer les institutions et les règles qui régissent le commerce international et l'investissement, d'établir des relations avec de nouveaux partenaires et de veiller à ce que les autres pays honorent leurs engagements.

À ces fins, le gouvernement s'emploiera à atteindre ses objectifs sur le plan multilatéral (dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce), régional (dans le cadre de l'Accord de libre-échange nord-américain et des négociations sur la création de la Zone de libre-échange des Amériques) et bilatéral, avec des partenaires commerciaux clés (par la négociation d'accords de libre-échange avec l'Association européenne de libre-échange, le groupe des quatre d'Amérique centrale, la Corée et Singapour et par d'autres initiatives avec l'Union européenne et le Japon).

Les entreprises et les Canadiens reconnaissent généralement que le commerce international est ce qui sous-tend aujourd'hui la création de la richesse et la prospérité dans tous les champs d'activité économique du Canada. Le rapport *Ouverture sur le monde : Priorités du Canada*

en matière d'accès aux marchés internationaux – 2006 décrit les priorités définies par le gouvernement pour 2006 en vue d'accroître l'accès aux marchés étrangers et présente les résultats importants obtenus au cours de l'année écoulée pour ce qui est de l'ouverture des marchés.

TENDANCES DU COMMERCE ET DE L'INVESTISSEMENT AU CANADA

En 2005, le Canada a enregistré de solides résultats sur le plan économique, comme en témoigne une hausse de 2,9 % du produit intérieur brut (PIB) réel. Cette hausse a été provoquée surtout par les exportations et par les dépenses personnelles élevées en produits et services, ainsi que par l'investissement dans l'immobilier résidentiel ou commercial et dans les machines et l'équipement.

En 2005, les exportations de produits et de services ont représenté 37,8 % du PIB du Canada. Même si le dollar canadien s'est apprécié (hausse de 7 %) par rapport au dollar américain, les exportations canadiennes de produits et de services ont progressé de 5,2 %, pour atteindre 516,4 milliards de dollars en 2005¹, surpassant ainsi le record enregistré en 2000. Les importations se sont également accrues, affichant une hausse de 5,8 %, ce qui a porté leur valeur à 463,1 milliards de dollars. L'excédent annuel des échanges de produits a peu varié, se maintenant à 66,7 milliards de dollars, tandis que les exportations et les importations augmentaient toutes deux de quelque 24 milliards de dollars. L'excédent des échanges de produits, qui est passé à 101,4 milliards de dollars, est entièrement attribuable à l'excédent commercial avec les États-Unis. Dans les échanges avec le reste du monde, le déficit du Canada s'est alourdi, passant à 43,9 milliards de dollars. Une part grandissante du déficit du Canada dans les échanges avec les partenaires autres que les États-Unis, qui a atteint 24,9 milliards de dollars en 2005, est

¹ Sauf indication contraire, tous les montants qui figurent dans ce document sont exprimés en dollars canadiens.